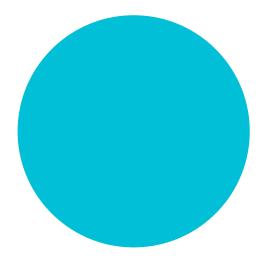
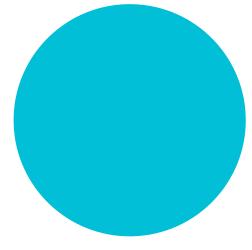
L'école de demain

Un défi pour les cantons romands







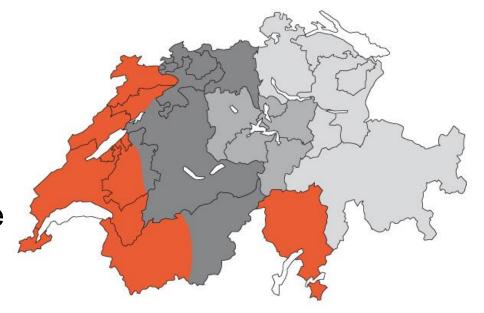
Pilotage de la scolarité obligatoire en Suisse

| Niveau | Tâche | Instrument |
|---------------------|---|--|
| CDIP | Harmonisation des structures Fixation de standards contraignants | • Concordat HarmoS |
| Région linguistique | Coordination des contenus d'enseignement | Un plan d'études par régionCoordination MER |
| Canton | Pilotage du système éducatif cantonal | LégislationFinancementExécution |
| Commune Ecole | Organisation et direction de l'école au niveau local Mise en œuvre pédagogique | Autonomie des écoles Financement |

Conférences nationales et régionales

Les cantons coordonnent leur travail sur le plan national au sein d'une instance politique concordataire : la CDIP.

La CDIP est organisée en conférences régionales, dont la CIIP pour la partie latine du pays (Suisse romande et Tessin).



Créée en 1874, la CIIP est la plus ancienne des quatre conférences régionales, aux côtés de celles du Nord-Ouest (NW-EDK), de Suisse centrale (BKZ) et de Suisse orientale (EDK-Ost), formant ensemble depuis le 1^{er} janvier 2011 un espace alémanique au sein de la D-EDK.



150 ans de collaboration intercantonale latine ©

- Promotion de politiques éducatives communes.
- Objectifs partagés.
- Échanges d'informations et de bonnes pratiques.
- Veille scientifique et documentation pédagogique.
- Indicateurs de l'Espace romand de la formation.
- Harmonisation des programmes et des moyens d'enseignement.





En 2003, la CIIP déclarait:

- L'école publique assume des missions d'instruction et de transmission culturelle auprès de tous les élèves. Elle assure la construction de connaissances et l'acquisition de compétences permettant à chacun et chacune de développer ses potentialités de manière optimale.
- L'école publique assume des missions d'éducation et de transmission de valeurs sociales.
- L'école publique assure l'acquisition et le développement de compétences et de capacités générales.

En 2007, la CIIP signait la Convention scolaire romande:

Domaines de coopération obligatoires

- Découlant de l'accord suisse (HARMOS)
 - Scolarisation: généralités, début, degrés
 - Tests de référence (CDIP)
 - Plan d'études romand
 - Moyens d'enseignement et ressources
 - Portfolios nationaux et internationaux

Coopération régionale

- Formation initiale et continue des enseignant.es et cadres
- Épreuves romandes
- Profils de connaissance/compétence





En 2007, la CIIP signait la Convention scolaire romande:

Domaines de coopération non obligatoires

Possibilité de faire des recommandations

La Commission interparlementaire

Le contrôle de la CIIP et donc des cantons se fait via la Commission interparlementaire qui se réunit deux fois par an et reçoit chaque année, un rapport qui décrit:

- a) L'exécution de la Convention
- b) Le budget annuel et planification
- c) Les comptes annuels

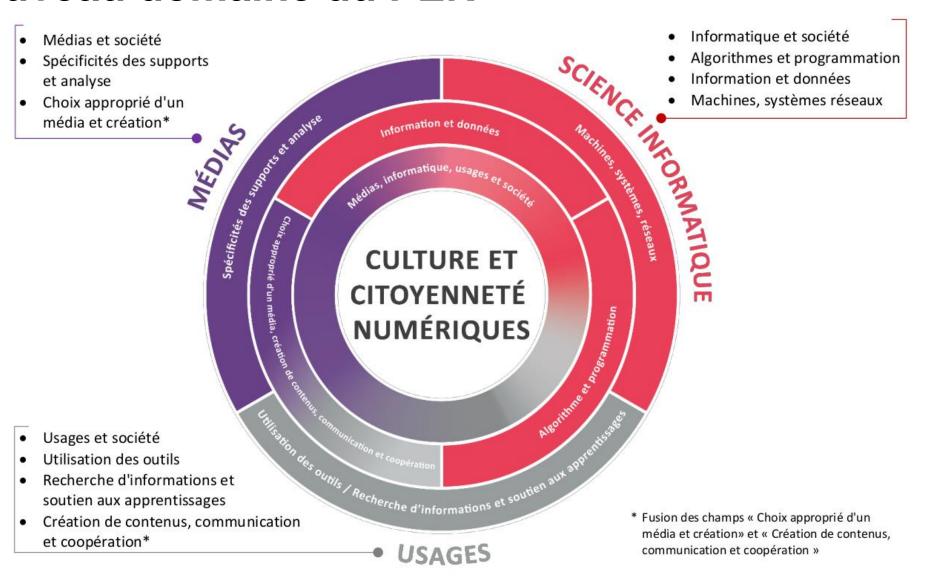




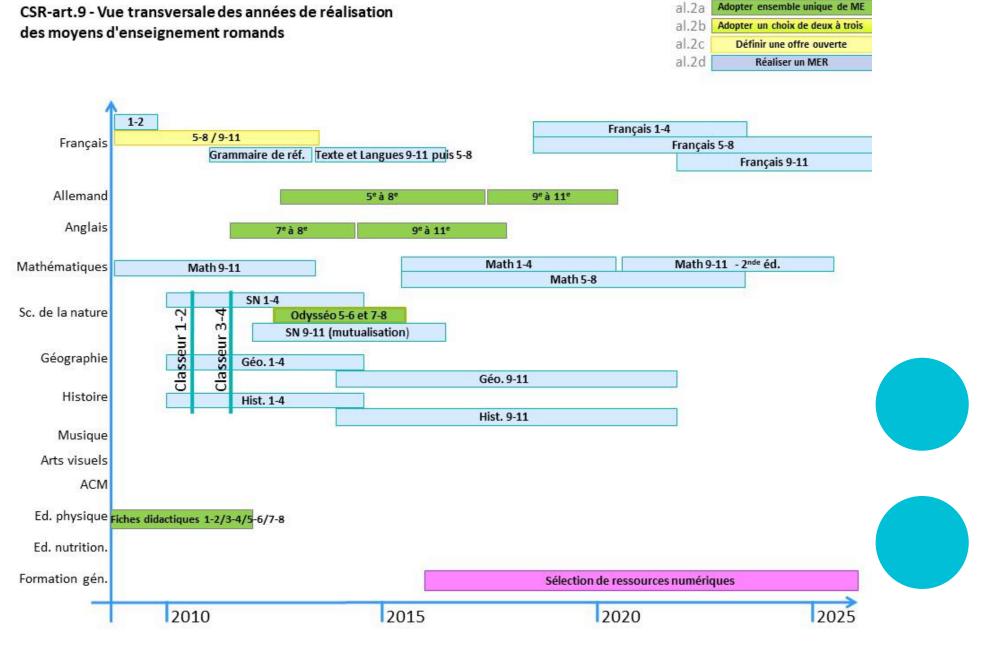
Un plan d'études commun, le PER

Français Langues **Allemand** DOMAINES DISCIPLINAIRES **Anglais** Mathématiques et sciences de la nature Mathématiques Sciences de la nature Sciences humaines Géographie Histoire et sociales Citoyenneté Projet global de formation Activités créatrices et manuelles Arts **Arts visuels** de l'élève Musique Corps et mouvements **Education physique Education nutritionnelle** Science informatique **Education** numérique Médias Usages

Le nouveau domaine du PER



Des moyens d'enseignement communs, les MER

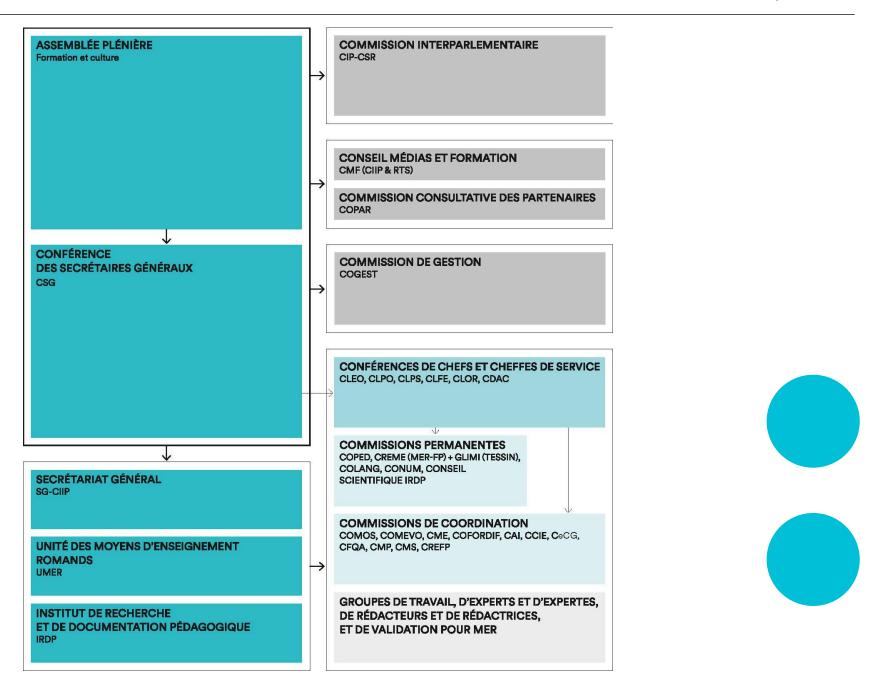


Convention scolaire romande et souveraineté cantonale

Au-delà des domaines de coopération obligatoires, les cantons restent souverains pour, notamment, les points suivants :

- La mise en œuvre du PER ou des MER (calendrier, grille horaire, etc.).
- Le déploiement de l'éducation numérique (moyens alloués, création de sites, mise à disposition du matériel, etc.).
- L'organisation de l'école (classes à niveaux au cycle 3, effectifs, salaires, allocation des ressources, etc.).
- Les projets particuliers (PRIMA/ANIMA, ECRH, etc.).
- La gouvernance de l'école (répartition des tâches entre le canton et les communes).
- Le développement de ressources complémentaires (papier et/ou en ligne, comme par ex. à Neuchâtel : <u>www.rpn.ch</u>).
- Les réponses aux demandes du Grand Conseil dans le domaine de l'école.

Organisation de la CIIP



En 2024, la CIIP définit 8 priorités politiques



Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action en faveur de l'Éducation numérique



Éducation en matière de citoyenneté, de durabilité et de santé



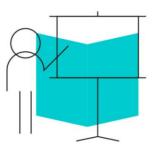
Inclusion/intégration scolaire et gestion de la diversité



Langues, mobilité et échanges



Choix de carrière et formations post-obligatoires



Profession enseignante et formation



Suivi de la mise en œuvre de la Convention scolaire romande



Médiation culturelle jeunes publics





Les défis actuels

Lien école-société

En lien avec les compétences transversales et la formation générale du PER et la deuxième priorité de notre programme d'activité.

- L'intégration sur le terrain scolaire des apprentissages transversaux liés à l'éducation à la citoyenneté et en vue d'un développement durable dans l'enseignement disciplinaire.
- Une attention particulière portée à la santé psychique et physique de la population actuelle des élèves, en lien avec l'exposition aux écrans, aux perturbateurs endocriniens, etc..
- L'intensification du dialogue intercantonal et de l'échange de bonnes pratiques au sujet de la thématique du harcèlement scolaire.
- La promotion des actions ou programmes valorisant les relations respectueuses et le "vivreensemble" et visant à renforcer les compétences psychosociales chez les jeunes.





Les défis actuels

Relation école-famille

Cette question est traitée au sein de notre commission des partenaires (COPAR) et est en lien avec la deuxième priorité de notre programme d'activité.

- Le dialogue entre les différents partenaires de l'école: enseignant.es / directions /parents et plus particulièrement sur les liens famille-école.
- La problématique du climat scolaire, de la gestion de situations à l'origine de perturbations scolaires (comportements perturbateurs et inadaptés).
- Les préventions et promotions de la santé à l'école.
- La recherche de leviers qui favorisent un climat scolaire bienveillant et propice à l'enseignement ainsi qu'aux apprentissages.
- L'intensification du dialogue intercantonal et de l'échange de bonnes pratiques au sujet des rôles des différent.es intervenant.es au sein de l'école.





Les défis actuels

École pour tous

En lien avec la troisième priorité de notre programme d'activité.

- Les critères et conditions-cadres d'une école à visée inclusive/intégrative pour la gestion des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers liés ou non à une déficience ou un trouble.
- Les dispositifs à même d'assurer les mesures compensatoires, au sein de l'école ordinaire, nécessaires aux enfants et aux jeunes à besoins éducatifs particuliers tout au long de leur formation (scolarité obligatoire et post-obligatoire).
- L'anticipation des flux migratoires et de l'arrivée d'élèves réfugié.es, afin d'en améliorer la gestion et de favoriser leur intégration (scolarité obligatoire et post-obligatoire).
- L'adaptation des formats des MER et ressources d'enseignement pour les rendre accessibles à l'ensemble des élèves.
- Réflexion sur les dispositifs à même d'assurer l'accès à une formation et au monde professionnel pour toutes et tous (prévention et transition).





Les défis actuels

Numérique

En lien avec la première priorité de notre programme d'activité.

- La mutualisation des ressources et supports d'enseignement, selon des critères à définir, y compris quant à l'interopérabilité des plateformes cantonales.
- La définition des critères qualitatifs des ressources numériques d'apprentissage.
- La veille scientifique et le soutien aux réflexions et éventuels développements quant à l'usage éclairé et situé des intelligences artificielles dans l'éducation.
- La concertation et l'échange en matière d'infrastructures et d'équipement.





Merci de votre attention





